

DANS LE PUBLIC ET DANS LE PRIVÉ

APRÈS LE SUCCÈS DE LA MOBILISATION DU 12

TOU-TE-S EN GRÈVE LE 21/09 !

LE PANNEAU SYNDICAL SUD ÉDUCATION #047 ■ MI SEPTEMBRE 2017

Amplifier la mobilisation le 21 septembre

Le 12 septembre, plus de 450 000 personnes ont manifesté. Nous appelons à une nouvelle mobilisation par la grève et les manifestations le jeudi 21 septembre, veille d'examen des ordonnances par le conseil des ministres.

La mobilisation des personnels de l'éducation doit s'amplifier. Les raisons de se mobiliser sont nombreuses : le service public est désorganisé, des conceptions pédagogiques rétrogrades sont imposées, le pire des réformes récentes reste en place, le baccalauréat et le droit aux études supérieures pour tou-te-s sont remis en cause. L'individualisation des parcours et la généralisation des blocs de compétences détruit le cadre national des diplômes. Elle augmente les processus de tri social et précarise les salarié-e-s.

Public, privé... Le gouvernement attaque sur tous les fronts. De nouvelles réformes des retraites et de l'assurance chômage sont annoncées. Dans la Fonction publique, les salaires sont gelés, la journée de carence est rétablie, on supprime 120 000 postes de fonctionnaires et les contrats aidés... La loi travail XXL prévoit : attaques contre le CDI, inversion de la hiérarchie des normes élargie, facilitation des licenciements, pénibilité moins reconnue, destruction des CHSCT, référendums d'entreprise à l'initiative de l'employeur...

Construisons le mouvement social pour faire reculer Macron ! SUD éducation, avec l'Union syndicale Solidaires, appelle à se réunir sur nos lieux de travail et à discuter de l'ancrage d'une grève interprofessionnelle reconductible, à l'image du mouvement qu'engagent les routier-e-s à partir du 25 septembre. **La grève public/privé du jeudi 21 septembre doit contribuer à construire ce fort mouvement social pour imposer le retrait des ordonnances et stopper cette offensive ultra-libérale.**

Contre les évaluations nationales

Le ministère a décidé d'imposer le retour d'évaluations nationales, en septembre pour les CP et en novembre pour les 6^e.

Ces évaluations nationales ne constituent pas un outil professionnel pour la classe et ne sont pas au service de la réduction des difficultés scolaires. Elles seront utilisées pour contrôler le travail des enseignant-e-s, sur la base d'objectifs purement quantitatifs. Ce « pilotage par les chiffres » vise à mettre toujours plus en concurrence les écoles, les enseignant-e-s et les élèves. Il s'inscrit dans un projet de transformation de l'éducation en un vaste marché. Ces évaluations préparent la mise au pas réactionnaire de l'école que programment Macron et Blanquer, sur les méthodes et les programmes. Elles sont à l'opposé de nos aspirations, de nos convictions éducatives et de nos missions professionnelles.

SUD éducation réaffirme son refus catégorique de ces évaluations nationales, invite les équipes pédagogiques à débattre des moyens de leur résister et œuvre à un appel intersyndical au boycott.



**POUR VOUS TENIR
AU COURANT DES LUTTES,
DE L'ACTUALITÉ SYNDICALE :**
WWW.SUDEDUCATION.ORG